

Liste École Émancipée (ÉÉ) et des syndiqué·es hors
tendance

Urgence pour un syndicalisme qui fait front !

Alors que les JO de Paris faisaient passer au second plan la guerre en Ukraine ou à Gaza, les désastres écologiques et les catastrophes humanitaires liées aux politiques migratoires répressives, en France, la séquence électorale a encore rendu plus palpable la menace de l'extrême droite au pouvoir. Les politiques néolibérales autoritaires conduites avec obstination depuis 7 ans, poreuses à ses propositions comme lors de la loi « asile et immigration », sont un tremplin pour elle.

Déjouant les pronostics de victoire du RN, la campagne dynamique de la gauche, dans laquelle l'unité et la participation active du mouvement social ont été motrices, a placé le NFP en tête. Face aux nouvelles perspectives ouvertes par son programme, le pouvoir macroniste, secondé activement par le Medef, a décidé de soumettre au capitalisme non seulement les droits, les libertés et le climat, mais aussi la démocratie. Macron et son monde combattent les urgences sociales réclamées par la population : augmentation des salaires, abrogation de la réforme des retraites et relance des services publics.

Le temps presse : reprenons la main pour imposer enfin des alternatives face à l'union des droites !

Construire le rapport de forces

Pour que des millions de personnes se retrouvent en grève et dans la rue, il faut consolider la capacité du syndicalisme à peser sur le champ politique comme il l'a fait avec la puissance populaire construite lors de la dernière mobilisation retraites ou dans la séquence ouverte par la dissolution. Cela s'articule nécessairement avec les mobilisations sectorielles, notamment dans les services publics, et les mouvements sociaux de résistance et de désobéissance qui se sont développés malgré les tentatives de musellement.

Dans cette perspective, l'unité et le renforcement du syndicalisme, en particulier de lutte et de transformation sociale, sont indispensables. L'urgence à refonder ce dernier oblige à avancer dans la concrétisation d'un nouvel outil syndical avec la CGT et Solidaires, sans exclusive ni limitation au travail déjà engagé avec la CGT. La perspective de création d'une structure souple du type « maison commune du syndicalisme de transformation sociale » à décliner localement et par secteurs professionnels en fonction du contexte, avec également l'échéance rapide des élections professionnelles, sera un des enjeux du congrès fédéral.

Si le syndicalisme uni est plus fort pour imposer une rupture, il ne peut pas y parvenir seul. Des cadres d'échanges larges et pérennes englobant syndicalisme, mouvements associatifs et partis politiques progressistes sont nécessaires pour imposer enfin des alternatives et faire reculer l'extrême droite. Leur périmètre et l'éventuelle construction commune de mobilisations sans que le syndicalisme soit subordonné au politique seront un autre enjeu du congrès.

Un syndicalisme qui pense le monde

Notre syndicalisme construit des liens entre préoccupations professionnelles des salarié·es, politiques menées, marche capitaliste du monde et désastres écologiques. Conscient·es que la recherche effrénée et sans limite de profits détruit la planète et accentue les inégalités, nous portons la nécessité d'une rupture écologique. Notre syndicalisme contribue aussi à repenser une organisation du travail débarrassée du carcan néo-managérial et des hiérarchies intermédiaires.

Notre syndicalisme oppose aux impérialismes la solidarité internationale, soutient les luttes décoloniales et lutte contre le militarisme. Cela passe notamment par la poursuite des mobilisations dans les cadres unitaires les plus larges pour la paix en Ukraine comme en Palestine. La dénonciation des colonialismes est indissociable de celle de l'impérialisme français, comme en Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Dépassant la simple addition de syndicats nationaux, la FSU doit poursuivre et renforcer son implication dans les mobilisations interprofessionnelles et dans les divers collectifs portant la lutte pour la justice climatique, la défense des droits et des libertés, la dénonciation des violences d'État, la lutte contre toutes les discriminations, notamment celles visant les femmes et les personnes LGBTQIA+, et tous les racismes, l'antisémitisme comme l'islamophobie. Il y a urgence à lier combats syndicaux et antiracistes, le racisme étant une composante essentielle du vote et de l'identification à l'extrême droite.

Revendications sociales d'urgence

Porter l'espoir d'une telle transformation sociale, c'est rompre avec les politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques ; c'est faire jouer les solidarités par une révolution fiscale, en revenant sur la suppression de l'ISF et en taxant les superprofits.

C'est aussi augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux ; c'est abroger la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans ; c'est prendre à bras le corps les questions d'emploi, de protection sociale, mettre un coup d'arrêt aux licenciements, à la précarité et abroger les contre-réformes de l'assurance chômage.

Dans la Fonction publique, c'est revenir sur la loi TFP (hors mesures d'égalité professionnelle) afin de remettre de la transparence et de l'égalité dans la gestion des carrières des agent·es et renforcer l'emploi statutaire.

C'est enfin obtenir l'égalité de traitement et d'accès aux services publics et aux droits sur tout le territoire. C'est rompre avec la politique migratoire répressive et imposer l'accueil digne des réfugié·es comme la régularisation des sans papiers.

Une FSU à l'offensive

Les coups portés au paritarisme obligent notre syndicalisme à se réinventer, en investissant encore davantage la dimension professionnelle, en renforçant la présence syndicale sur les lieux de travail, tout en œuvrant à retrouver du pouvoir d'agir dans la gestion des carrières.

Notre fédération doit développer son aptitude à fédérer les personnels, actif·ves comme retraité·es, dans l'action. Pour cela, la FSU doit faire preuve de volontarisme à les mobiliser en développant les campagnes fédérales, en réunissant les personnels sur des temps syndicaux institutionnalisés comme

lors d'assemblées générales, en généralisant les caisses de grève et en étant un moteur de l'intersyndicale.

Dans l'éducation, un acte II de la mobilisation contre le « choc des savoirs » s'impose. Le succès des formes de lutte engagées dans certains départements au printemps pousse à travailler la nécessité de l'auto-organisation, construire un lien étroit avec les parents d'élèves, et développer encore le travail fédéral dont les sections départementales et les secteurs de la FSU sont des cadres essentiels. La corrélation entre vote RN, vécu scolaire et niveau de diplôme appelle en effet une démocratisation scolaire résolue, qui rompe avec la sélection, le séparatisme scolaire, l'employabilité, et qui permette à l'ensemble de la jeunesse d'accéder à un service public d'éducation garantissant une culture commune émancipatrice, à une protection de l'enfance digne de ce nom ainsi qu'à une Justice des enfants défendant l'éducabilité de toutes et tous.

Enfin, toutes et tous les syndiqué·es doivent pouvoir militer dans un cadre protecteur et solidaire. Il faut œuvrer à la mise en place d'un groupe de travail interne dédié à la résolution et à la prévention des conflits. Face à l'extrême droite et à la répression syndicale exercée par le pouvoir, il faut sécuriser locaux, données, outils de communication et militant·es. Il faut un syndicalisme féministe, qui donne aux femmes les moyens concrets de militer, notamment par le renforcement des cellules de veille contre les violences sexistes et sexuelles et une réflexion sur l'évolution des pratiques militantes.

Nous appelons toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble pour construire la FSU dans un cadre démocratique et pluraliste.

Votez et faites voter pour la liste École Émancipée et des syndiqué·es hors tendance !